

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CLIS

### REUNION DU 25 mars 2024 – PROCES-VERBAL

#### Étaient présents :

- M. Jean-Louis CANOVA, conseiller départemental de la Meuse, Président du CLIS,
- M. Denis STOLF, personnalité qualifiée, vice-président,
- M. Bertrand OLLIVIER, conseiller départemental de la Haute-Marne, trésorier,
- Mme Danielle COMBE, conseillère départementale de la Meuse,
- M. Benoît DEJAIFFE, conseiller départemental de la Meuse,
- M. Jean-Luc GAILLARDIN, commune de Dammarie sur Saulx,
- M. Didier GROSJEAN, maire de Montiers sur Saulx,
- M. Jean-Michel GUYOT, maire de Ligny en Barrois,
- M. Louis LODE, commune d'Horville en Ornois,
- Mme Claire PEUREUX-VALANT, commune de Paroy sur Saulx,
- M. Michel PELTIER, CGC,
- M. Jean-Marie MALINGREAU, CFTC,
- Mme Corinne FRANÇOIS, Burestop 55,
- M. Jean-Marc FLEURY, EODRA,
- M. Francis LORCIN, représentant des professions médicales,
- M. Mathieu RIQUART, ASN,
- M. Benoît JAQUET, Mmes Laetitia FAUGIERES et Sandrine JEAN DIT PANNEL, CLIS.

#### Étaient représentés :

- Mme Sylvie ROCHON, conseillère départementale de la Meuse,
- M. Damien THIERIOT, conseiller départemental de la Haute-Marne,
- M. Jean-Paul LHERITIER, UPA.

#### Étaient excusés :

- M. Franck MENONVILLE, sénateur de la Meuse,
- M. Franck RAIMBAULT, conseiller départemental de la Haute-Marne,
- M. Jean-Pierre MALASPINA, commune de Poissons,
- M. Jean-François MARECHAL, maire de Saudron,
- M. Yannick RICHARD, maire d'Osne le Val,
- M. Yves THERIN, MEDEF,
- M. Jacques LERAY, CEDRA,
- M. Patrice TORRES et Mme Martine HURAUT, ANDRA.

#### Était invité :

- M. Christophe PETITJEAN, commissaire aux comptes.

### 1) Approbation du PV du CA du 18 décembre 2023

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 18 décembre 2023 est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés, moins une abstention (Mme FRANÇOIS).

### 2) Rapport d'activités et arrêté des comptes 2023

M. CANOVA présente le rapport d'activités (joint en annexe).

M. OLLIVIER présente l'arrêté des comptes 2023 (joint en annexe) et donne des explications sur les évolutions de certains postes. Il relève le retard constaté dans le règlement des dotations des financeurs (EDF, ORANO, CEA pour 2022 et 2023), et estime que si cela se reproduit, il faudra en discuter avec le ministère.

Sans autre observation des membres du CA, l'arrêté est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés, moins une abstention (Mme FRANÇOIS).

M. DEJAIFFE signale que le montant de la taxe d'apprentissage peut être affecté à un collège ayant des classes SEGPA. Cela sera regardé dès cette année.

### 3) Programme d'activités 2024 et budget prévisionnel correspondant

M. CANOVA présente la proposition de programme d'activités pour 2024 (jointe en annexe). En réponse à M. FLEURY, il précise que le déplacement en Corée du Sud (à Busan) est lié à l'invitation faite au président et au vice-président de participer à la conférence internationale sur le stockage géologique organisée par l'Agence pour l'Energie Nucléaire, comme cela avait été le cas à Helsinki en 2022, ou auparavant à Paris en 2016 et Toronto en 2012.

Concernant le Dialogue CLIS/ANCCLI/IRSN dans le cadre de l'instruction de la DAC, M. JAQUET indique que la réunion plénière du 4 juillet sera « délocalisée », en principe à Joinville, et sera suivie le 5 juillet d'une visite des installations du laboratoire.

M. OLLIVIER présente le budget prévisionnel correspondant au programme 2024 (joint en annexe). Le poste « Etudes et recherches » est abondé à hauteur de 50 000 € pour tenir compte des projets d'expertises (cf. point 4).

La proposition de programme et le budget sont adoptés à l'unanimité des membres présents ou représentés, moins une abstention (Mme FRANÇOIS). Ils seront soumis à approbation lors de la prochaine AG, qui aura lieu le lundi 15 avril à 18h00 à Joinville (salle des Fêtes).

#### 4) Expertises

M. JAQUET rappelle qu'un appel d'offres a été lancé en début d'année pour une demande d'analyse des scénarios d'intrusion humaine dans le stockage après fermeture réalisés par l'ANDRA dans la DAC. La date limite pour déposer une offre était le 22 mars. En dépit d'une douzaine de retraits de dossier, aucune offre n'a été déposée dans les délais.

Comme pour la demande d'expertise sur la tenue de l'acier dans le temps, l'appel d'offres doit donc être déclaré infructueux. Concernant la tenue de l'acier, l'IEER a été sollicité mais n'a pour l'instant pas donné de réponse positive. Pour l'analyse des scénarios, Mme FRANÇOIS suggère de se renseigner auprès de l'IRSN, qui connaît sans doute des experts dans ce domaine. Cela sera fait, ainsi qu'auprès de Sitex network (réseau d'experts en sûreté dont le CLIS est membre).

Concernant la mission de l'IEER évoquée lors du dernier CA, la réponse de l'IEER est aujourd'hui finalisée, avec l'ajout dans l'équipe d'une experte en hydrogéologie. Pour les membres de la commission « Risques », le fait que cette personne ait été, de 1999 à 2004, membre du Comité d'Orientation et de Suivi du laboratoire (mis en place par l'ANDRA) n'est pas un obstacle à sa participation à l'étude, ce que confirment les membres du CA.

Les membres du CA approuvent la proposition de l'IEER, pour un montant maximal de 93 000 €, et pour une mission qui s'étendra sur 2024 et 2025. Cette proposition sera soumise aux membres de l'AG le 15 avril.

#### 5) Questions diverses

M. CANOVA propose de renouveler la représentation du CLIS à l'ANCCLI, en souhaitant une participation plus active et éventuellement une candidature au CA.

Après discussion, les membres du CA désigne M. DEJAIFFE (collège des élus), M. MALINGREAU (collège des syndicats), M. HANOTEL, sous réserve de confirmation (collège des associations), et M. STOLF (collège des personnalités qualifiées). Un appel à candidatures sera fait lors de l'AG pour désigner des suppléants.

M. JAQUET indique qu'une présentation de ce qui est prévu pour l'état de référence et le suivi radiologiques en lien avec le stockage sera faite par l'ANDRA lors d'une prochaine réunion de la commission « Environnement-Santé », ainsi qu'une présentation de ce qui est mis en œuvre sur ce point à Soulaines.

Mme FRANÇOIS demande s'il est possible de faire un retour sur la dernière réunion plénière du Dialogue CLIS/ANCCLI/IRSN. Il est précisé que tous les documents présentés à cette occasion seront prochainement disponibles.

M. FLEURY s'interroge sur les conséquences éventuelles, notamment pour le Dialogue, d'une fusion ASN/IRSN. M. RIQUART fait observer que la loi n'est pas encore adoptée et que le texte doit passer en commission mixte paritaire.

M. FLEURY souhaite également des informations sur les tests réalisés dans la région du Creusot (pont stockeur). Une demande sera faite en ce sens à l'ANDRA.

En réponse à Mme FRANÇOIS qui s'interroge sur l'ITE à Gondrecourt, il est rappelé que les travaux préalables de l'ANDRA, en particulier ceux liés à la voie ferrée, ont été présentés lors de la réunion de la commission « Aménagement du territoire », le 18 mars. La présentation de l'ANDRA sera diffusée aux membres dès que possible.

M. CANOVA signale que le récapitulatif des acquisitions foncières réalisées par l'ANDRA ou pour son compte, actualisé au 31/12/23, est dans le dossier du jour. Il sera diffusé à l'ensemble des membres du CLIS. Il ajoute que l'enquête parcellaire liée aux besoins de l'ANDRA (acquisition des parcelles manquantes, le cas échéant par voie d'expropriation) vient de débiter pour une durée d'un mois.

A Bure, le 10 juin 2024

Le Président,



Jean-Louis CANOVA